



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL AU

GUATEMALA

Nous Soutenons le



OEA

Plus de droits
pour plus de personnes

Information sur le programme

Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), avec la contribution de l'Organisation des États américains (OEA). Cette publication a été rédigée par Zoran Đoković, expert-conseil du Centre d'excellence.

Centre de recherches pour le développement international
C.P. 8500, Ottawa (Ontario) K1G 3H9, Canada
esec@crdi.ca
www.systemesESEC.ca

© Centre de recherches pour le développement international 2020

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier et technique du Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil. Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), il est financé conjointement par Affaires mondiales Canada et le CRDI. Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles d'Affaires mondiales Canada, du CRDI ou du Conseil des gouverneurs de ce dernier.

Veuillez visiter systemesESEC.ca/apercus-de-pays pour voir la version la plus récente de ce profil ou bien pour consulter les profils publiés d'autres pays.

Table des matières

Informations sur le programme	ii
Introduction	2
Bref profil du pays	2
Ampleur des systèmes ESEC	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil	4
Cadre législatif	4
Gestion, organisation et fonctionnement	5
Système de statistiques de l'état civil	8
Base de données	8
Causes de décès	8
Numérisation	9
Informatisation	9
Échange avec les autres secteurs et activités	11
Initiatives d'amélioration et soutien externe	13
Plan d'amélioration et budget	13
Soutien des partenaires du développement	15
Conclusion	16
Ressources	16
Sites Web	16
Documents supplémentaires	16
Annexe 1 : Structure organisationnelle du RENAP	17
Annexe 2 : Processus administratif pour l'enregistrement des naissances	18
Annexe 3 : Processus administratif pour l'enregistrement des décès	19
Annexe 4 : Processus de production et de diffusion des statistiques de l'état civil	20
Notes	21

Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu des systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) au Guatemala.

L'information s'appuie sur deux rapports :

- La cartographie du système d'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil au Guatemala, commandée et publiée par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et produite par l'Organisation des États américains.
- Le Registros Civiles y Oficinas de Identificación (bureaux du registre de l'état civil et d'identification), publié par la Banque interaméricaine de développement.

Le rapport est achevé par les conclusions tirées d'un examen des documents de ressources en ligne. Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- des informations générales au sujet du pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration des systèmes ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer les systèmes ESEC et la coordination.

Bref profil du pays

Le Guatemala est un pays d'Amérique centrale qui a comme voisins le Salvador et le Honduras au sud, le Mexique au nord et le Belize à l'est. Sa côte est donnée sur la mer des Caraïbes, et sa côte sud, sur l'océan Pacifique. Outre la côte sud et les terres du nord du département du Petén, le pays est montagneux. Un terrain accidenté ou une forêt dense rendent plusieurs zones difficiles d'accès.

Guatemala



Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.

Le Guatemala est divisé en 22 départements composés de 340 municipalités.

- Superficie : 108 889 km²
- Population : 17 311 085 habitants prévus pour 2018, dont 55,6 pour cent vivent dans les zones rurales, tandis que 44,4 pour cent sont des citadins.¹
- Capitale : Ville de Guatemala
- Langue de travail officielle : Espagnol
- Ministère responsable de l'état civil : L'organisme d'enregistrement est constitutionnellement autonome
- Agence d'enregistrement de l'état civil : Le Registre national des personnes (Registro Nacional de las Personas – RENAP)
- Office national des statistiques : Institut national des statistiques (Instituto Nacional de Estadísticas – INE)

Ampleur des systèmes ESEC

Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances	96 % (2015) ²
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	96 % (2011) ³
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	66 % (2015) ⁴
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	91 % (2015) ⁵
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an	94 % (2018) ⁶
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	25 (2017) ⁷
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	2,9 (2017) ⁸
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	71 (2017) ⁹
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	33 % (2020) ¹⁰

Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	92 % (2011) ¹¹
Taux brut de mortalité (par 1 000 personnes)	5 (2017) ¹²
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	22,1 (2018) ¹³
Taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	26,2 (2018) ¹⁴
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	95 (2017) ¹⁵

Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	6 % (2017) ¹⁶
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	30 % (2017) ¹⁷
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Disponibles
Causes de décès attestées par un médecin	Disponibles

Système d'enregistrement des faits d'état civil

Cadre législatif

Le système ESEC du Guatemala a été créé par le Code civil de 1877.¹⁸ Actuellement, le cadre juridique régissant le droit à l'identité et le système ESEC est principalement inclus dans la

- Constitution politique de la République du Guatemala;
- Code civil;
- *Loi sur le registre national de l'état civil* (décret n° 19-2005);
- *Loi organique de l'Institut national de la statistique* (décret-loi 3-85).

Le décret 90-2005, *Loi sur le registre national des personnes*, de 2005, crée le RENAP en tant qu'entité autonome dotée d'une personnalité juridique et technique propre. Il est chargé :

- De l'enregistrement des naissances, des mariages, des divorces, des décès et de tout événement ou acte ayant trait à la capacité civile ou à l'état civil des personnes;
- Des procédures qui leur sont inhérentes;
- De la délivrance et la gestion du document d'identification personnelle (Documento Personal de Identificación – DPI).

La décision n° 104 2015 du conseil d'administration du RENAP, Règles sur l'enregistrement des faits d'état civil, régit toutes les procédures d'enregistrement des actes d'état civil, à savoir :

- naissances;
- reconnaissance;
- mariage;
- contrats de mariage;
- annulation d'un mariage;
- divorce;

- mariage de fait, annulation du mariage de fait et fin du mariage de fait;
- détermination de l'âge;
- déclaration d'absence;
- déclaration de décès présumé;
- décès (y compris les causes de décès);
- adoption;
- changement de nom;
- identification des tiers;
- déclaration d'incapacité;
- tutelle;
- statut d'origine guatémaltèque, statut de Guatémaltèque naturalisée et statut d'étranger domicilié;
- rectification du certificat et le remplacement du certificat;
- événements et actes susceptibles de modifier l'état civil ou la capacité civile des personnes.

Les décisions ministérielles 106-2016 et 1362016 du ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale établissent le mécanisme qui assure l'enregistrement des naissances survenant dans les établissements de santé du ministère où le RENAP dispose d'un bureau auxiliaire d'état civil.

La déclaration des statistiques de l'état civil sur les naissances au gouvernement central a d'abord été imposée par le Code civil de 1877.¹⁹ Le deuxième Code civil, entré en vigueur en 1933, contenait une disposition expresse à l'article 363 rendant obligatoire la transmission mensuelle de renseignements au Bureau des statistiques (Dirección General de Estadística). Le troisième Code civil (1963) a conservé la même disposition à l'article 385.²⁰ Toutefois, cette dernière a été abrogée avec l'adoption du décret 90-2005, ou loi RENAP.

Le décret-loi de l'Institut des statistiques n° 3-85 du 15 janvier 1985 régit les institutions qui composent le système national de statistiques. Ces institutions sont tenues d'appliquer les méthodes, procédures, définitions et normes techniques publiées par l'INE, l'Institut national des statistiques, et de soumettre toutes les données et tous les rapports statistiques qu'elles préparent à l'INE pour approbation avant leur publication officielle.

Gestion, organisation et fonctionnement

À l'échelle institutionnelle, comme nous l'avons vu dans la section sur le cadre juridique, le système ESEC au Guatemala a une structure centralisée construite autour de ces institutions :

- Le RENAP est, de par la loi, responsable de l'enregistrement des naissances, mariages, divorces, décès et autres événements ou actes susceptibles de modifier l'état civil et la capacité civile des individus. Il est également chargé de fournir aux personnes une identification sous la forme de cartes d'identité nationales.
 - L'INE est chargé de définir la politique et les normes en matière de statistiques de l'état civil et, en se fondant sur les données reçues du RENAP, de consolider, de classer, d'analyser, de préparer et de publier officiellement les statistiques de l'état civil.
 - Le ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale (Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social) est responsable de la délivrance, par l'intermédiaire de son réseau d'hôpitaux et de centres de santé, des avis et enregistrements de naissance et des avis de décès. Le RENAP s'appuie sur ces documents pour enregistrer les naissances et les décès.
- Plusieurs acteurs secondaires ont des fonctions liées au ESEC :
- Le ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale délivre des avis de naissance et de décès dans les hôpitaux publics et produit des statistiques sanitaires.
 - Le ministère des Affaires étrangères est responsable de l'enregistrement des naissances, des mariages, des décès et des autres procédures d'enregistrement des faits d'état civil dans les consulats.
 - L'Institut guatémaltèque de sécurité sociale délivre des avis de naissance et des avis de décès dans les hôpitaux qu'il gère.
 - L'Institut national des sciences judiciaires délivre des avis de décès et vérifie l'identité des personnes décédées en cas de mort violente.
 - Le bureau du procureur général assure la représentation juridique des mineurs qui en sont privés, y compris en matière d'enregistrement à l'état civil.
 - Les hôpitaux sont responsables des avis de naissances et de décès.
 - Les services d'incendie et de police délivrent des avis de naissances assistées.
 - Les notaires délivrent les avis de mariage et s'occupent des procédures notariales et judiciaires de rectification et de remplacement des certificats.
 - Les responsables municipaux et communautaires délivrent des avis de décès dans les endroits où il n'y a pas de centres de santé.
 - Les cliniques privées délivrent des avis médicaux pour les naissances et les décès.

Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC

Pour les statistiques de l'état civil, la principale entité de coordination est l'Office de coordination sectorielle pour les statistiques sanitaires. Il est composé de l'INE, du RENAP, du ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale, de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale, du Secrétariat présidentiel à la planification et à la programmation et de l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Organisation mondiale de la Santé, qui agit en tant qu'observateur et fournit un soutien technique. Les principales fonctions de l'Office de coordination sectorielle pour les statistiques sanitaires sont les suivantes :

- planifier, coordonner, superviser et mettre en œuvre des activités liées aux statistiques dans le secteur de la santé;
- évaluer les statistiques produites par ses institutions membres;
- proposer des améliorations à ces statistiques;
- promouvoir l'utilisation et l'analyse des statistiques.

Bien que l'INE convoque et préside les réunions de l'Office de coordination sectorielle pour les statistiques sanitaires, n'importe laquelle de ses institutions membres peut proposer des sujets relatifs à la production de statistiques sanitaires.

Le RENAP a également conclu des accords de coordination et d'échange des renseignements avec le Salvador et le Honduras, avec lesquels le Guatemala a des frontières communes. La table ronde interorganismes entre les trois pays a été mise en place en 2013 après que leurs trois registres d'état civil ont signé un protocole d'entente entre organismes pour convenir de critères communs d'enregistrement et de soutien aux populations des trois pays.

Niveau administratif des centres d'enregistrement

Le RENAP compte 479 sites (bureaux d'état civil, bureaux auxiliaires dans les hôpitaux, bureaux spécialisés et unités mobiles). Il existe 340 bureaux d'état civil à l'échelle municipale ainsi que des bureaux dans 36 hôpitaux, 2 maternités publiques (couverture à 100 pour cent), 4 hôpitaux de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale et 4 hôpitaux privés.

Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil

Pas de données précises disponibles.

Enregistrement des faits d'état civil

Les processus d'enregistrement des naissances, des décès et autres faits d'état civil sont régis par les Règles sur l'enregistrement des faits d'état civil du RENAP. Les renseignements sont d'abord enregistrés par le personnel de première ligne (personnel médical, sage-femme, fonctionnaire municipal, etc.) sur un formulaire principal (avis de naissance, avis de décès). Les parents ou, en cas de décès, les membres de la famille doivent présenter le formulaire au RENAP avec les documents requis. Le RENAP invite le demandeur à remplir une demande d'enregistrement; les données de cette demande sont saisies dans le Système d'enregistrement des faits d'état civil (SIRECI). En se fondant sur les données saisies, le RENAP délivre un certificat d'enregistrement et en remet une copie au demandeur.

- Pour procéder à **l'enregistrement d'une naissance**, les deux parents ou la mère seulement doivent présenter leur propre carte d'identité nationale ou celle d'une personne qui demande l'enregistrement. Après avoir été identifiés, les déclarants doivent présenter le document principal requis pour l'enregistrement : un avis de naissance ou un acte de naissance délivré par un hôpital, un médecin, une infirmière ou une sage-femme accréditée auprès du ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale. En cas d'enregistrement ultérieur, le demandeur doit présenter un certificat de non-enregistrement de la naissance, délivré par le bureau d'état civil de la municipalité où l'événement s'est produit.
- **L'enregistrement du décès** peut se faire après la présentation de l'avis de décès, le document principal pour l'enregistrement du décès. Cet avis peut être délivré par les établissements de santé publics et privés, l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale, l'Institut national des sciences judiciaires (en cas de mort violente), et les autorités municipales ou communautaires lorsqu'il n'y a pas d'établissement de santé. Le déclarant doit présenter sa carte nationale d'identité ou l'un des documents suivants : certification de la carte nationale d'identité du défunt ou certification de l'enregistrement de la naissance du défunt, et taxe municipale.
- Le document principal pour **l'enregistrement d'un mariage** est l'avis de mariage. Il est délivré par un notaire, un ministre du culte ou un fonctionnaire municipal. Un notaire ou le couple marié utilise ce document pour enregistrer le mariage.

Modèles de formulaires d'enregistrement

Des modèles de certificats d'état civil sont accessibles aux adresses URL suivantes :

Avis de décès : ine.gob.gt/ine/wp-content/uploads/2020/01/informe-de-Defuncion.pdf

Avis de naissance : ine.gob.gt/ine/wp-content/uploads/2020/01/Informe-de-Nacimiento.pdf

Certificat de naissance : academia.edu/15976399/REPUBLICA_DE_GUATEMALA_CERTIFICADO_INFORME_DE_NACIMIENTO

Frais d'enregistrement

L'enregistrement des naissances au moment opportun est gratuit; toutefois, un certificat de naissance imprimé coûte 15 quetzals (2 \$US). Voici une liste d'autres frais facturés :

- Copie certifiée conforme de l'inscription au livre : 25 quetzals (3,30 \$US)
- Certificat du dossier médical : 25 quetzals (3,30 \$US)
- Enregistrement tardif : 25 quetzals (3,30 \$US)
- Certification de la signature de l'officier de l'état civil : 50 quetzals (6,80 \$US)

Système de statistiques de l'état civil

Base de données

La déclaration des statistiques de l'état civil sur les naissances au gouvernement central a d'abord été imposée par le Code civil de 1877.²¹ Le deuxième code civil, entré en vigueur en 1933, contenait une disposition expresse à l'article 363 rendant obligatoire la transmission mensuelle de renseignements au Bureau des statistiques (Dirección General de Estadística). Le troisième code civil (1963) a conservé la même disposition à l'article 385.²² Toutefois, cette dernière a été abrogée avec l'adoption du décret 90-2005, ou loi RENAP.

Les statistiques de l'état civil produites par l'INE couvrent les événements de l'état civil survenus au cours de l'année de référence, selon la date de survenance de l'événement. L'INE produit des statistiques six mois après la fin de l'année pour tenir compte des enregistrements effectués jusqu'à six mois après la fin de l'année pour l'année antérieure. La principale source de statistiques de l'état civil pour l'INE est le RENAP. Le RENAP enregistre les événements grâce à son réseau décentralisé de bureaux d'état civil et transmet des bases de données consolidées à l'INE (dans un format de fichier plat) au cours des huit premiers jours de chaque mois : il fournit des renseignements sur les naissances, les mariages et les décès survenus au cours du mois précédent. L'INE reçoit et examine les données afin de valider leur cohérence. Si les données répondent à ses normes, l'INE prépare la base de données des statistiques de l'état civil et codifie les données (en particulier la cause du décès). Les données sont ensuite analysées et publiées sur son portail, où elles peuvent être consultées par les utilisateurs nationaux et internationaux.

Les formulaires sources utilisés par l'INE sont l'avis de naissance et l'avis de décès. Bien que l'Office de coordination sectorielle pour les statistiques sanitaires ait adopté des formulaires normalisés, de nombreux établissements de santé utilisent leurs propres formulaires. Il n'existe pas de formulaire normalisé pour les mariages et les divorces. Les publications de l'INE sont publiées chaque année. Les statistiques de l'état civil pour l'année étudiée sont publiées en novembre de l'année suivante.

Causes de décès

L'INE compile également des statistiques sur les principales causes de décès selon une méthodologie de codage soutenue par le Système de données médicales sur la mortalité. Tous les décès sont saisis, quel que soit le lieu où ils sont survenus (tableau 1). Depuis 2005, les causes de décès ont été réparties selon la 10e révision de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM-10). Le formulaire d'avis de décès est la principale source d'information pour l'établissement de statistiques sur les causes de décès.

Tableau 1 : Renseignements recueillis sur les causes de décès.

Causes de décès information	Information recueillie	
	Oui	Non
Décès survenant dans les établissements de santé	X	
Décès naturels survenant dans les collectivités	X	
Décès non naturels survenant dans les collectivités	X	

Depuis 2010, les institutions de l'état civil au Guatemala ont mis en œuvre diverses initiatives pour renforcer leur capacité à mettre en œuvre la CIM-10.

- En 2010, un cours de formation sur la codification de la CIM-10 a été organisé sur place pour l'INE, le ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale, et les codificateurs de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale.
- En 2012, une séance de formation en ligne sur la CIM-10 a été organisée.
- En 2013-2014, le personnel de l'Institut national de statistique et de géographie du Mexique a visité l'INE pour installer le Système de données médicales sur la mortalité et former le personnel à l'utilisation du programme. L'objectif consistait à améliorer la qualité de la codification de la mortalité.
- En 2015, la codification automatique des décès enregistrés a commencé. Une mise à jour du logiciel a été téléchargée en mars 2016.
- En 2017, un autre cours sur place pour les codificateurs a été donné sur l'utilisation de la CIM-10.
- Le Guatemala participe également depuis 2010 au Réseau d'Amérique latine et des Caraïbes pour le renforcement des systèmes d'information sur la santé.

Numérisation

Informatisation

SIRECI, le Système d'enregistrement des faits d'état civil, prend en charge les processus d'enregistrement du RENAP. Le SIRECI est utilisé depuis la création du RENAP en 2005. Au cours de cette période, le système a évolué et la stabilité, l'intégrité des données et le temps de réponse des utilisateurs se sont améliorés. Le système a été développé sur une plateforme client-serveur avec la base de données Oracle en son cœur, et a été construit pour traiter et stocker les données enregistrées. Le système permet aux opérateurs de registre d'effectuer toutes les transactions d'enregistrement en ligne à partir des 479 endroits (bureaux d'état civil, bureaux auxiliaires des hôpitaux, bureaux spécialisés et unités mobiles) où des services sont fournis. Tous les bureaux du RENAP sont connectés au SIRECI et disposent de postes de travail biométriques pour l'inscription des demandeurs de la carte d'identité nationale. SIRECI est soutenu par une infrastructure de télécommunications et des serveurs de stockage. Dans la prochaine phase de la mise à niveau du SIRECI, le RENAP prévoit de passer d'une plateforme client-serveur à un environnement Web.

Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé

Le projet d'enregistrement des naissances en temps opportun a été lancé au Guatemala en 2011 lorsque le bureau auxiliaire du RENAP a été inauguré à l'hôpital Roosevelt de la ville de Guatemala. Le bureau offrait un service aux parents pour s'assurer que les nouveau-nés quittent l'hôpital avec un certificat de naissance. De 2011 à 2018, le RENAP a mis en place 46 bureaux auxiliaires dans 36 hôpitaux et 2 maternités publics (couverture à 100 pour cent), ainsi que dans 4 hôpitaux de l'Institut guatémaltèque de

sécurité sociale et 4 hôpitaux privés. Tous les bureaux auxiliaires du RENAP dans les hôpitaux et les maternités publics sont intégrés dans le Système d'enregistrement des faits d'état civil, ce qui garantit que les renseignements enregistrés sont immédiatement représentés dans la base de données centrale.

Application de la technologie mobile

La technologie mobile n'est pas utilisée pour les processus d'enregistrement des faits d'état civil.

Numéro d'identification unique

Le code d'identification unique (Código Único de Identificación – CUI) est le numéro d'identification unique des personnes au Guatemala. L'attribution obligatoire du numéro d'identification unique est définie dans la loi RENAP, qui stipule que le numéro doit être attribué directement après la naissance et reste inchangé en tant qu'identifiant unique jusqu'au décès. À partir du moment où il est attribué, la société et l'État l'utilisent comme source d'identification à toutes fins. Toutes les entités publiques doivent progressivement adopter le CUI comme numéro d'identification unique pour les personnes. Dans tous les cas où la tenue de registres est obligatoire, ce numéro a remplacé les numéros figurant dans les registres publics de tous les systèmes d'identification. Comme le prévoit la loi, à la fin de 2016, toutes les entités publiques ont adopté le numéro d'identification unique.

Le CUI est composé de 13 chiffres. Les huit premiers chiffres sont attribués de manière séquentielle, suivis du code de vérification. Les quatre derniers chiffres correspondent à deux chiffres d'identification du département et à deux chiffres d'identification de la municipalité où la naissance a été enregistrée.

Numérisation des données historiques de l'état civil

Avant la création du RENAP, les naissances, les mariages, les décès et leurs annotations étaient tous consignés dans des registres physiques. Chaque municipalité tenait des livres avec des pages et des entrées numérotées. Après la création du RENAP, les fonctions d'enregistrement des faits d'état civil ont été transférées à un siège central et le processus a été automatisé. Il devenait alors essentiel de numériser les images des documents d'enregistrement et d'indexer ou saisir les données dans une base de données complète pour la population guatémaltèque afin de conserver les renseignements contenus dans les registres. En 2008, le RENAP a commencé à compiler tous les livres municipaux pour les centraliser et commencer à :

- numériser (faire une capture d'image de chaque entrée du registre);
- indexer (relier l'image aux données clés de chaque entrée : numéro de livre, numéro de page, numéro d'entrée, municipalité, département, date d'enregistrement, prénom et nom);
- effectuer la saisie de données (saisir toutes les données liées à l'inscription au registre).

Jusqu'à présent, tous les livres d'enregistrement des naissances (32 695) ont été numérisés, ainsi que tous les livres de mariage (10 311). Seuls 446 registres de décès (sur un total de 12 297) restaient à numériser. La capacité de numérisation du RENAP comprend 15 postes de travail pour les livres de registres, 18 postes pour les dossiers de l'INE et 6 postes pour l'indexation des entrées de registres.

Lien avec le système d'identification

Le document d'identification personnelle (Documento Personal de Identificación – DPI) est utilisé comme carte d'identité nationale pour tous les Guatémaltèques âgés de 18 ans et plus et pour les étrangers domiciliés. La loi RENAP prévoit également (à l'article 57) un DPI pour les personnes mineures, bien que cela soit encore au stade de la planification. Dans le cadre du processus de délivrance du DPI, le RENAP saisit les données biométriques du demandeur (empreintes digitales et reconnaissance faciale à l'aide du système de reconnaissance faciale) et vérifie que les données biographiques correspondent à l'acte de naissance fourni. La concordance des données biographiques est assurée par le processus de validation dans le Système d'enregistrement des faits d'état civil :

- les renseignements personnels sont recherchés dans les registres d'état civil, à l'aide du code d'identification unique, pour s'assurer que les renseignements qui s'y trouvent correspondent à ceux qui figurent sur le certificat présenté;
- l'impression du DPI et le contrôle de la qualité viennent ensuite;
- le document est ensuite envoyé du centre d'impression de la capitale au bureau d'état civil où la demande de DPI a été faite.

Les DPI demandés au siège de la RENAP sont généralement livrés en moins d'une semaine. Le délai de livraison pour les demandes provenant d'autres bureaux du RENAP est de deux à quatre semaines.

Échange avec les autres secteurs et activités

Les utilisateurs du système ESEC comprennent toutes les institutions publiques et privées qui exigent une preuve d'identité pour leurs services et leurs opérations administratives et financières avec les citoyens guatémaltèques et

les étrangers domiciliés. Cette preuve d'identité ou d'identification des personnes comprend l'enregistrement de la naissance, un CUI et un DPI.

- Le premier groupe d'utilisateurs doit vérifier l'identité des bénéficiaires de programmes sociaux dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'emploi, etc. À l'heure actuelle, les institutions ayant la plus large couverture de la population et l'impact le plus important sont le ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale, le ministère de l'Éducation et le Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition.
- Les autres utilisateurs du système ESEC sont les organismes qui définissent des politiques ou mettent en œuvre des programmes ciblant des groupes ou des segments particuliers de la population, tels que les femmes, les peuples autochtones, les migrants et les personnes handicapées.

Certains des principaux programmes sociaux sont ceux que le Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition met en œuvre :

- l'attention accordée à la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- l'attention accordée à la politique générale du gouvernement sur la réduction de la sous-alimentation chronique;
- l'attention accordée à la politique de réparation pour les communautés touchées par la construction du barrage hydroélectrique de Chixoy.

Dans le cadre de ces programmes, des rations alimentaires sont distribuées aux familles dont les enfants souffrent de sous-alimentation chronique ou aux familles qui sont en état d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. De plus, le ministère de l'Éducation a des programmes qui prévoient des transferts conditionnels en espèces.

Deux autres organismes ont été mis en place pour faciliter la coordination des programmes sociaux destinés aux populations vulnérables :

- Le Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, créé par le décret n° 32-200, est chargé de mettre en place des mesures pour faire progresser la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Le Cabinet spécial pour le développement social, créé par la décision gouvernementale n° 168-2012, est chargé de concevoir et de gérer des mesures et des politiques, de formuler des propositions, de suivre les projets et les programmes, et de créer des possibilités de coordination technique dans le domaine du développement social.

L'interaction entre ces organismes et les institutions qui mettent en œuvre le système ESEC est essentielle pour que les programmes sociaux soient efficaces. Comme dans le cas des autres utilisateurs institutionnels de l'État, la coopération est fondée sur le principe de l'interopérabilité entre le Système d'enregistrement des faits d'état civil et les plateformes de technologies de l'information et de la communication des autres utilisateurs institutionnels.

Ce sont les principaux utilisateurs institutionnels du système ESEC :

- Le ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale vérifie l'identité, identifie les bénéficiaires des services de santé et met à jour la base de données sur la santé.
- Le Tribunal électoral suprême met à jour la liste électorale sur la base des données du RENAP.
- Le ministère de l'Éducation vérifie l'identité, détermine les bénéficiaires des services d'éducation, et recense les enfants non inscrits au RENAP.
- Le ministère du Développement social vérifie l'identité, détermine les bénéficiaires des services sociaux et identifie les personnes non enregistrées ou sans DPI.
- Le Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition assure la planification et la coordination techniques de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Le Secrétariat présidentiel de la femme conseil et coordonne les politiques publiques visant à promouvoir le développement intégral des femmes guatémaltèques et à favoriser une culture démocratique.
- Le Fonds de développement autochtone guatémaltèque promeut et génère des processus individuels et collectifs pour contribuer au développement culturel, politique, social, environnemental et économique des peuples mayas, garifunas et xinkas.
- Le Secrétariat contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes propose des liens et des conseils pour la prévention, l'assistance, la poursuite et la répression des crimes de violence sexuelle, d'exploitation et de traite des personnes.
- Le Conseil national d'assistance aux personnes handicapées coordonne et conseille sur la mise en œuvre des politiques générales et étatiques visant à garantir le respect des droits de la personne et des libertés fondamentales des personnes handicapées.
- Le Conseil national d'assistance aux migrants coordonne, définit, supervise et offre un contrôle des mesures et des activités que les organes et entités de l'État ont mis en place pour fournir protection et assistance aux migrants guatémaltèques et à leurs familles au Guatemala ainsi qu'aux migrants d'autres pays qui se trouvent au Guatemala.

- Le Secrétariat présidentiel à la planification et à la programmation coordonne la formulation de la politique gouvernementale générale et l'évaluation de sa mise en œuvre, et coordonne le Système national de planification.
- La Commission présidentielle contre la discrimination et le racisme envers les peuples autochtones conseille et formule des politiques publiques visant à éradiquer la discrimination raciale et le racisme envers les peuples autochtones.
- Le ministère de l'Intérieur ou Bureau des services pénitentiaires assure la garde et la sécurité des personnes privées de liberté, et fournit des conditions propices à leur éducation et à leur réinsertion sociale.
- Le Secrétariat présidentiel au bien-être social formule, coordonne et met en œuvre les politiques publiques de protection intégrale des enfants et des adolescents guatémaltèques.

Initiatives d'amélioration et soutien externe

Plan d'amélioration et budget

Plan stratégique

Le Plan national d'éradication du sous-enregistrement a été mis en œuvre dans toutes les municipalités du pays entre 2013 et 2016. Des tables rondes sur l'enregistrement, composées d'autorités locales, de responsables institutionnels et communautaires et de membres du personnel du RENAP, ont permis de déceler des cas de sous-enregistrement des naissances. Après avoir rassemblé tous les renseignements sur une communauté, des journées de campagne d'identité ont été organisées pour effectuer les enregistrements tardifs. Grâce à cet effort, un état de « sous-enregistrement zéro » a été déclaré dans toutes les municipalités du pays, à l'exception de la ville de Guatemala.

Le Conseil national du développement urbain et rural a approuvé le plan national de développement de K'atun (une unité de temps qui fait référence à 20 ans dans le calendrier maya) en 2014 dans le cadre d'un processus participatif. La politique nationale de développement a été approuvée en janvier 2015 comme instrument stratégique à long terme pour la planification et la mise en œuvre des politiques publiques au Guatemala.²³ Cette politique propose un modèle de développement humain durable qui est centré sur l'individu. Elle comporte cinq composantes :

- le Guatemala urbain et rural;
- le bien-être des personnes;
- la richesse pour tous;
- les ressources naturelles aujourd'hui et pour l'avenir;
- l'État comme garant des droits de la personne et moteur du développement.

En vertu des orientations générales de la politique nationale, toutes les institutions publiques, y compris les organismes autonomes et décentralisés, ont été invitées à harmoniser leurs politiques institutionnelles sur les priorités, les objectifs, les résultats et les lignes directrices du plan K'atun et à mettre en place les mécanismes de coordination nécessaires. Chaque volet de la politique nationale est soutenu par une matrice de priorités, d'objectifs, de lignes directrices, d'entités responsables et de coordination, et de délais de mise en œuvre.

Le plan stratégique institutionnel 2018-2022 du RENAP décrit la vision de l'organisme permettant d'atteindre ses objectifs en matière d'enregistrement des faits d'état civil et d'identification. Il est conforme au Plan national de développement de K'atun, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la Politique générale du gouvernement 2016-2020, comme le montre le tableau 2.

Tableau 2 : Plan stratégique institutionnel du RENAP – priorités 2018-2022.

Réalisations (initiatives)	Résultats (immédiats)	Résultats institutionnels (intermédiaires)	Résultat final
Population guatémaltèque dont les services d'enregistrement sont terminés	L'enregistrement de faits d'état civil est terminé	D'ici 2022 : maintenir tous les services d'enregistrement à 86 % de la base de référence de 2017 (6 870 700)	Garantir l'identité et l'identification des personnes physiques, en garantissant la sécurité juridique et la protection des droits de la personne, entre 2018 et 2022
	L'enregistrement tardif des naissances est terminé		
	Des certificats d'état civil sont délivrés		
Vérification de l'identité et services de soutien social	Les cas de personnes physiques non enregistrées dans le registre central sont résolus		
	Les cas concernant la vérification de l'identité de personnes physiques qui ne peuvent obtenir un DPI sont résolus		
Délivrance de documents d'identification personnels	Les premiers DPI sont délivrés		
	Des DPI de remplacement et de renouvellement sont délivrés		
Vérification des renseignements reçus du registre central pour la délivrance du DPI	La vérification des renseignements est assurée par le RENAP pour la délivrance du DPI		

Source : Département de la gestion et du contrôle interne, RENAP

Allocations budgétaires et besoins futurs

Le budget du RENAP pour l'exercice 2018 était de 393 855 691 quetzals (un peu plus de 53 millions USD) (Tableau 3). L'INE est une institution plus petite. Son budget annuel était de 3,3 millions USD en 2016; il a été porté à plus de 45 millions USD en 2017 et 2018 en vue d'un recensement de la population.

Tableau 3 : Aperçu du budget du RENAP pour 2014-2018.

Programme	2014	2015	2016	2017	2018
Activités de base	158 080 944	149 550 212	147 461 101	152 609 735	173 580 766
Enregistrement de la population guatémaltèque	183 982 848	179 539 487	168 602 381	178 234 694	189 480 200
Identification de la population guatémaltèque	81 436 779	73 615 717	83 690 043	38 979 034	29 635 872
Éléments non assignables aux programmes	0	1 036 436	1 530 476	961 526	1 158 853
Total en quetzals	423 500 571	403 741 852	401 284 001	370 784 989	393 855 691
Total (USD)	57 223 397	54 553 599	54 221 494	50 100 468	53 217 781

Source : Département de la gestion et du contrôle interne, RENAP

Soutien des partenaires du développement

Le soutien extérieur accordé au système ESEC du Guatemala a diminué. À l'heure actuelle, les organisations qui apportent leur soutien sont notamment les suivantes :

- FamilySearch (processus d'archivage);
- Fonds des Nations unies pour la population (mise en œuvre du plan de travail de l'INE);
- Viva : Juntos por la Niñez Foundation (enregistrement des naissances);
- Organisation des États américains (enregistrement dans les zones frontalières);
- Organisation panaméricaine de la santé (enregistrement des causes de décès);

- Statistics Sweden (renforcement des capacités en matière de statistiques);
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (génération de données sur les enfants).

Les principaux investissements des bailleurs de fonds de la coopération internationale se sont concentrés sur la lutte contre la malnutrition, la promotion de la santé des mères et des enfants, la sécurité et la lutte contre la corruption. Cette assistance ne tient pas nécessairement compte de l'importance de l'accès à l'identité juridique et du renforcement du système ESEC pour la conception des politiques publiques et la mise en œuvre efficace des programmes sociaux.

Conclusion

Le système ESEC au Guatemala a considérablement évolué depuis la création du RENAP. Grâce à la modernisation des processus et des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil, l'objectif de parvenir à un enregistrement complet des naissances est à portée de main. À l'instar de nombreux pays d'Amérique latine, l'enregistrement des faits d'état civil et la gestion de l'identité au Guatemala sont confiés à un seul organisme gouvernemental qui conserve son autonomie constitutionnelle. Bien que le RENAP ait été conçu pour fonctionner comme une autorité unique responsable des processus d'enregistrement, au fil du temps, l'organisme a étendu sa coopération avec d'autres acteurs publics, notamment le secteur de la santé. Étendre les lieux d'enregistrement des services pour y inclure les établissements de santé a été déterminant pour atteindre des taux plus élevés d'enregistrement des naissances et des décès en temps opportun.

Les possibilités d'interopérabilité, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et à un numéro d'identification unique, ont renforcé la position du RENAP dans le cadre plus large du système de gouvernance publique. Le RENAP est devenu le principal fournisseur d'identité juridique de la population pour les autres agences gouvernementales qui fournissent des services axés sur les citoyens.

Ressources

Sites Web

Banque interaméricaine de développement –
iadb.libguides.com/registros/civilregistration

Registre national des personnes (RENAP) :
renap.gob.gt

Institut national de la statistique (INE) :
ine.gob.gt/ine/

Documents supplémentaires

Calderón, E. 2019. *Registros civiles y oficinas de identificación*. Banque interaméricaine de développement. publications.iadb.org/publications/spanish/document/Registros_civiles_y_oficinas_de_identificación_análisis_y_fichas_de_país_es.pdf

Institut national de la statistique (INE). 2018. Estadísticas continuas: Estadísticas Vitales [Ongoing Statistics: Vital Statistics.] ine.gob.gt/index.php/estadisticas/tema-indicadores

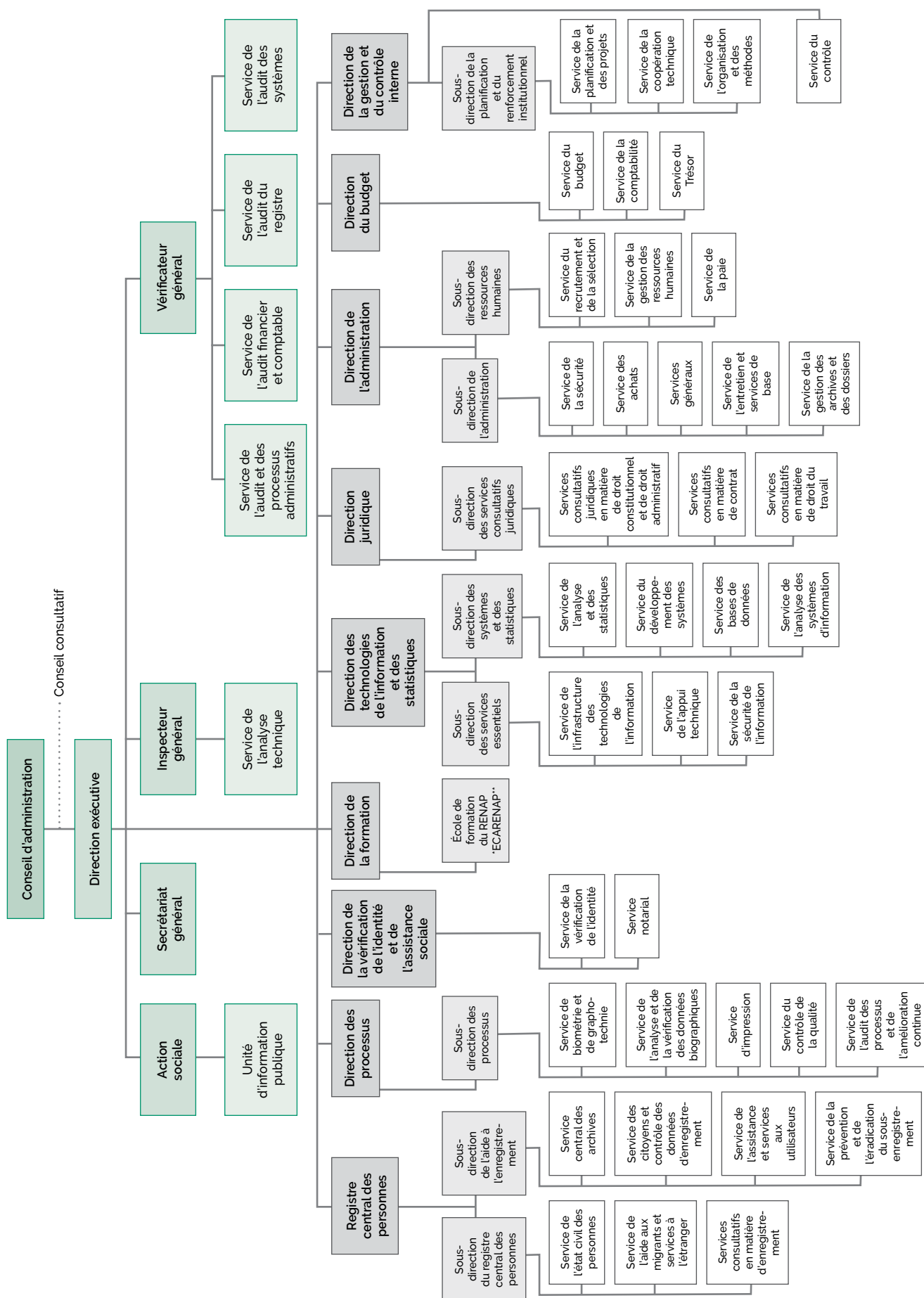
Organisation des États américains et Centre de recherches pour le développement international. 2018. Cartographie du système d'enregistrement des faits d'état civil et de l'établissement des statistiques de l'état civil au Guatemala.

RENAP. 2018. Information publique : Budget 2018. Renap.gob.gt/informacion-publica

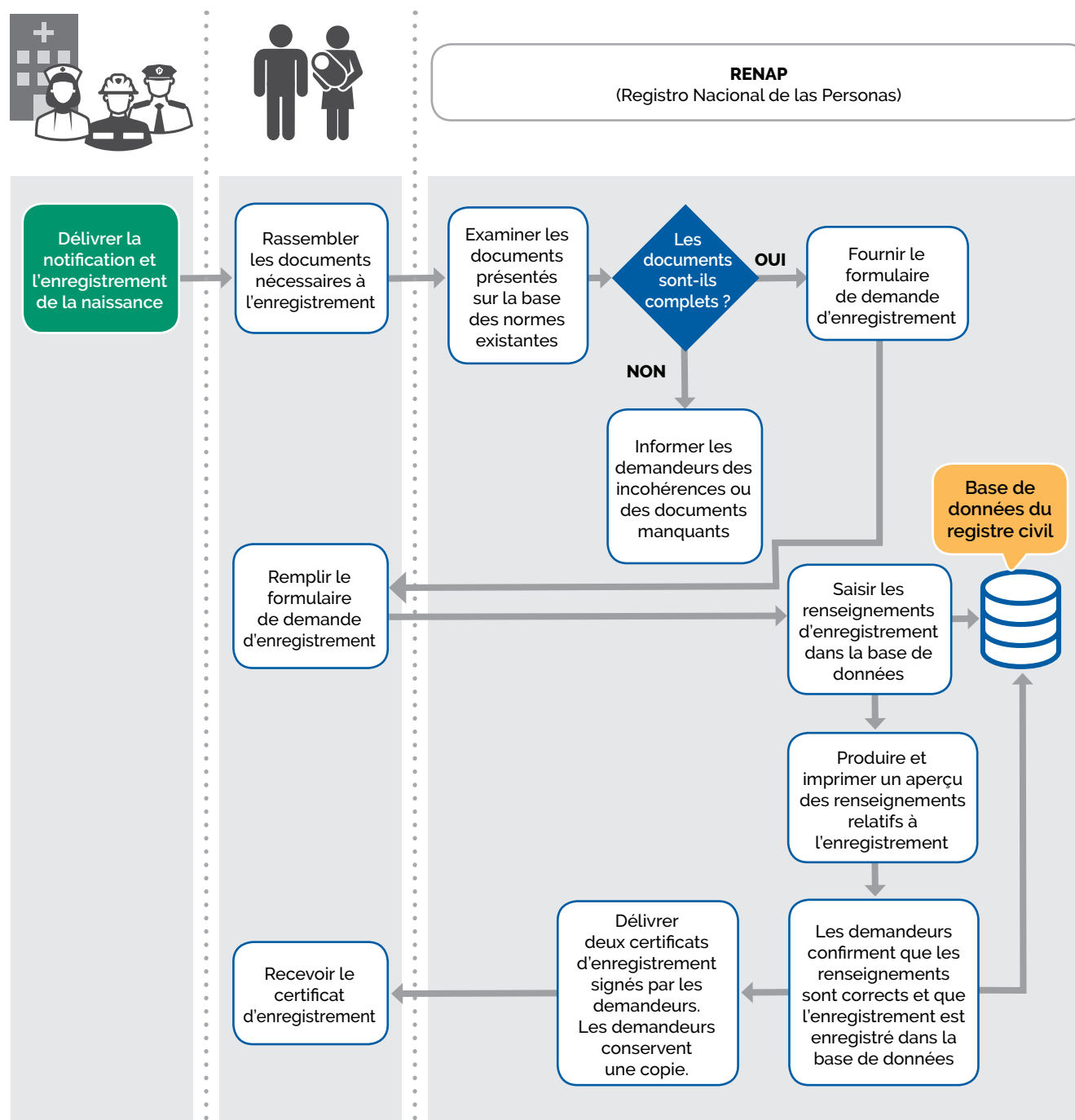
RENAP. 2016. Frais de service conformément à la décision du Conseil d'administration n° 67-2016. Renap.gob.gt/sites/default/files/contenido-pdf/tarifario-servicios-acuerdo-67-2016.pdf



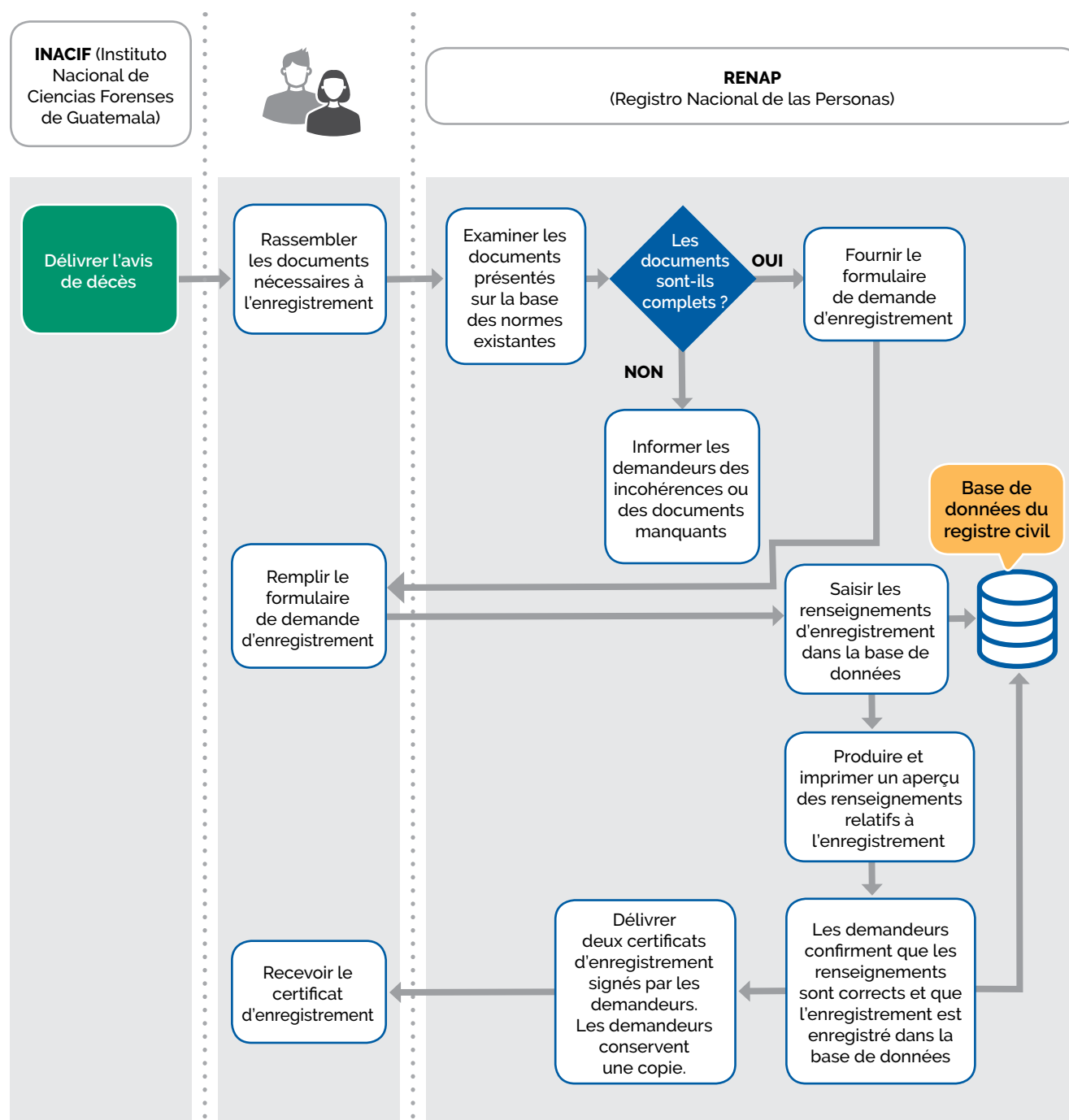
Annexe 1 : Structure organisationnelle du RENAP



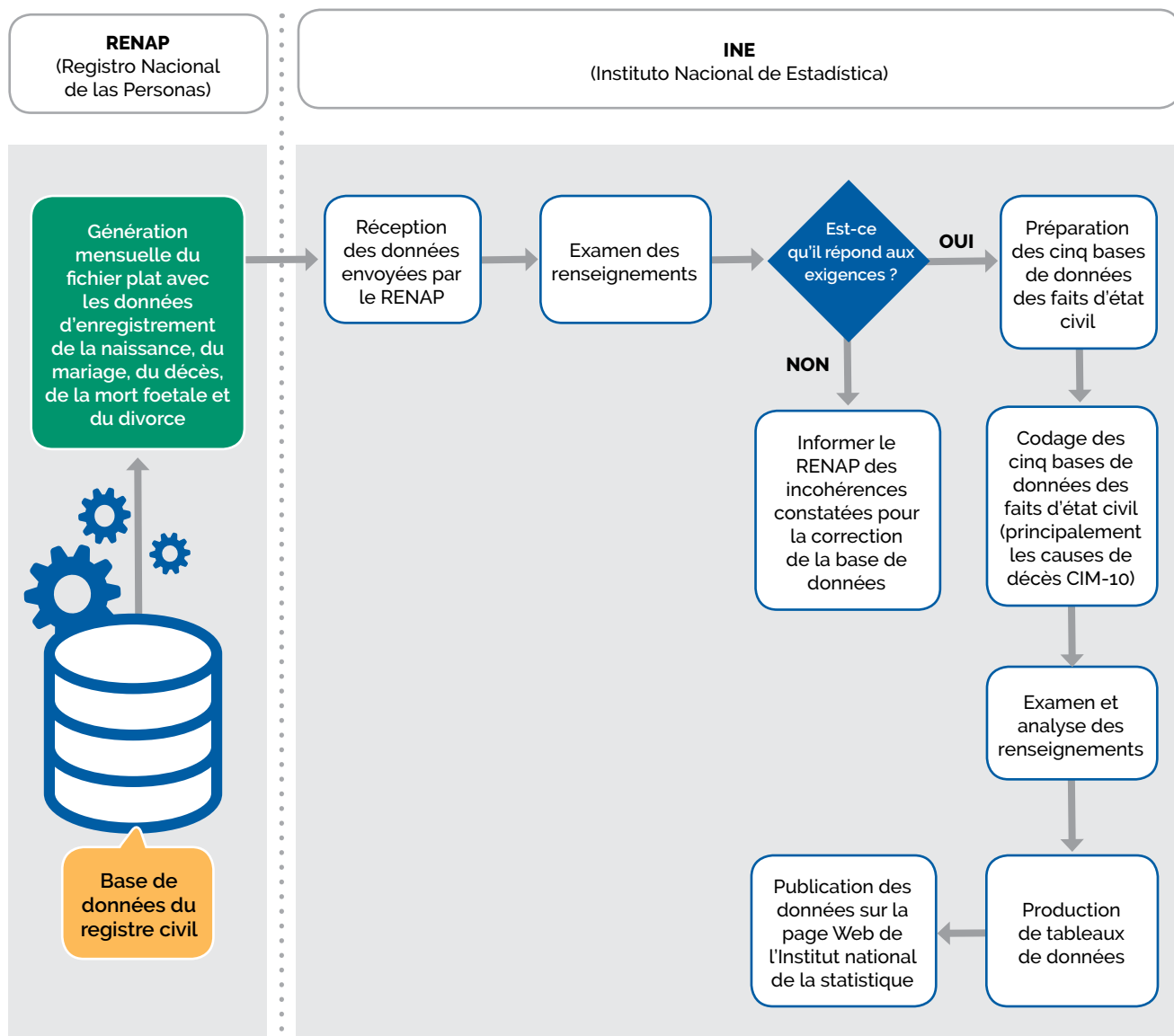
Annexe 2 : Processus administratif pour l'enregistrement des naissances



Annexe 3 : Processus administratif pour l'enregistrement des décès



Annexe 4 : Processus de production et de diffusion des statistiques de l'état civil



Notes

- 1 INE. 2018. Prévisions démographiques départementales, par sexe et par âge, Guatemala. ine.gob.gt/ine/poblacion-menu/
- 2 Banque mondiale. 2015. Exhaustivité de l'enregistrement des naissances (%) – Guatemala. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.BRTH.ZS?locations=GT
- 3 UNICEF. 2015. Indicateurs démographiques clés. Données de l'UNICEF : Suivi de la situation des enfants et des femmes – Guatemala. data.unicef.org/country/gtm/
- 4 Banque mondiale. 2015. Naissances assistées par du personnel de santé qualifié (% du total) – Guatemala. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.BRTC.ZS?locations=GT
- 5 Banque mondiale. 2015. Femmes enceintes recevant des soins prénataux (%) – Guatemala. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.STA.ANVC.ZS?locations=GT
- 6 UNICEF. 2018. Indicateurs intersectoriels : Pourcentage de nourrissons survivants ayant reçu la première dose de vaccin contenant le DTC. Données de l'UNICEF : Suivi de la situation des enfants et des femmes. data.unicef.org/resources/data_explorer/unicef_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL_DATAFLOW&ver=1.0&dq=IM_DTP1..&startPeriod=2015&endPeriod=2020
- 7 Banque mondiale. 2019. Taux de natalité, brut (par 1 000 habitants) – Guatemala. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CBRT.IN?locations=GT
- 8 Banque mondiale. 2019. Taux de fertilité, total (naissances par femme) – Guatemala. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN?locations=GT
- 9 Banque mondiale. 2017. Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans) – Guatemala. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.ADO.TFRT?locations=GT
- 10 CEPALSTAT. Databases and Statistical Publications. ECLAC. 2020. Guatemala : profil sociodémographique national. Nations Unies. estadisticas.cepal.org/cepalstat/Perfil_Nacional_Social.html?pais=GTM&idioma=english
- 11 Banque mondiale. 2011. Actes de décès mentionnant la cause du décès (%) – Guatemala. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.REG.DTHS.ZS?end=2012&locations=GT&start=2002
- 12 Banque mondiale. 2019. Taux de mortalité, brut (par 1 000 personnes) – Guatemala. donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.CDRT.IN?locations=GT
- 13 Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2018. Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent. [who.int/data/maternal-newborn-child-adolescent/indicator-explorer-new/mca/infant-mortality-rate-\(per-1000-live-births\)](http://who.int/data/maternal-newborn-child-adolescent/indicator-explorer-new/mca/infant-mortality-rate-(per-1000-live-births))
- 14 UNICEF. 2018. Indicateurs démographiques clés – Guatemala. Données de l'UNICEF : Suivi de la situation des enfants et des femmes. data.unicef.org/country/gtm/
- 15 UNICEF. 2017. Indicateurs intersectoriels – Taux de mortalité maternelle (nombre de décès par 100 000 naissances vivantes). data.unicef.org/resources/data_explorer/unicef_f/?ag=UNICEF&df=GLOBAL_DATAFLOW&ver=1.0&dq=.MNCH_MMR+MNCH_LTR_MATERNAL_DEATH+MNCH_MATERNAL_DEATHS..&startPeriod=2016&endPeriod=2020
- 16 Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2018. Dépôt de données de l'Observatoire mondial de la santé. Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple entre l'âge de 15 et 18 ans. apps.who.int/gho/data/view.main.GSWCAH45v
- 17 Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2018. Dépôt de données de l'Observatoire mondial de la santé. Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple entre l'âge de 15 et 18 ans. apps.who.int/gho/data/view.main.GSWCAH45v



- 18 République du Guatemala. 1877. Code civil de la République du Guatemala. Titre XIII, Enregistrement des faits d'état civil. mcd.gob.gt/wp-content/uploads/2013/07/codigo-civil.pdf
- 19 République du Guatemala. 1937. Code civil du Guatemala. biblioteca.oj.gob.gt/digitales/27303.pdf
- 20 République du Guatemala. 1963. Code civil du Guatemala. Décret-loi no 106 du 14 septembre 1963. wipo.int/edocs/lexdocs/laws/es/gt/gt014es.pdf
- 21 République du Guatemala. 1937. Code civil du Guatemala. 1877. biblioteca.oj.gob.gt/digitales/27303.pdf
- 22 République du Guatemala. 1963. Code civil du Guatemala. Décret-loi no 106 du 14 septembre 1963. wipo.int/edocs/lexdocs/laws/es/gt/gt014es.pdf
- 23 SEGEPLAN. 2015. Política Nacional de Desarrollo (Politique nationale de développement). segeplan.gob.gt/downloads/GpR/Lineamientos_Generales_de_Politica2015-2017.pdf



LE CENTRE D'EXCELLENCE
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE
for CRVS Systems

www.systemesESEC.ca



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



**MÉCANISME DE
FINANCEMENT
MONDIAL**